

Après avoir servi l'en-tête, rabattre et coller le cache

Code centre d'examen **B 21**

Concours : Externe - affectation régional.
(interne ou externe - affectation régionale ou nationale)

Pour l'emploi de : Inspecteur des Impôts - classe généraliste

Épreuve n° 2

Matière : 01015 Rédaction d'une note de synthèse

Date 19102004

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors du cadre prévu à cet effet, il est interdit de signer sa copie ou de mettre un signe distinctif.

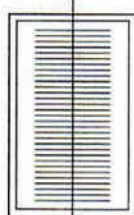
Les étiquettes d'identification ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

POSITIONNEMENT DES ÉTIQUETTES

Pour permettre la lecture optique de l'étiquette, le trait vertical matérialisant l'axe de lecture du code à barres doit traverser la totalité des barres de ce code.

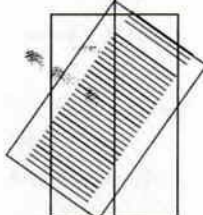
EXEMPLE

BON



Axe de lecture
Code à barres

MAUVAIS



Axe de lecture
Code à barres

NOTE / 20

14,00

017

Numéro du correcteur

007

Numéro de copie

L'évolution de la reconnaissance des langues régionales et minoritaires.

Les langues régionales et minoritaires ont vu leur situation juridique se dégrader considérablement depuis "l'Ancien Régime". Sacrifiées sur l'autel du pouvoir, puis de la liberté, ce n'est que récemment que l'on a pu assister à leur résurgence. Il convient d'étudier les raisons et les conséquences de cette situation précaire (I) pour ensuite se pencher sur les tentatives de changement que constitue la "Charte des langues minoritaires" (II).

I) La précarité de la situation des langues régionales et minoritaires depuis "l'Ancien Régime":

Cette précarité est une des conséquences d'un vaste mouvement que l'on peut qualifier de "sens de l'histoire" (A), cette même histoire explique le statut juridique très peu protecteur des langues régionales et minoritaires (B).

A) Le "sens de l'histoire":

Dès "l'Ancien Régime" on observe une volonté d'unification des langues, même si celle-ci présente un caractère grandement facultatif. On note cependant l'ordonnance de Villers-Cotterêt de 1539 qui vise à remplacer le latin par le français dans les actes juridiques.

Cela se confirme lors de la Révolution française où la langue devient le symbole de la liberté. "Il faut identité de langage" comme le proclame l'abbé Grégoire.

Le mouvement est poursuivi au ~~XIX~~^{XIX}^e siècle par Jules Ferry avec ses grandes lois scolaires et il trouve sa consécration ultime à l'article 2 de la Constitution française de 1958 : "La Langue de la République est le français".

Cette histoire qui a eu comme principale caractéristique l'imposition d'une langue unique a vu un affaiblissement considérable des langues régionales et minoritaires.

B) Le statut juridique très peu protecteur des langues régionales et minoritaires :

Lorsque le français est également devenu la langue majoritairement parlée dans les faits, on a assisté à l'apparition de quelques dispositions visant à accorder une certaine protection aux langues régionales et minoritaires.

Cependant ces dispositions sont restées très éparses et sans portée juridique importante.

On peut notamment citer la loi "Deixoné" du 11 janvier 1951 qui traite de l'enseignement des langues et dialectes locaux. Cependant, là encore, on constate qu'elle ne s'applique qu'au secteur de l'enseignement et de l'éducation et que ses dispositions ont une portée extrêmement limitée.

La loi du 10 juillet 1975 dite : "Loi d'orientation sur l'éducation" reste dans le même registre, purement incitatif. Elle dispose que "cette formation peut comprendre un enseignement, à tous les niveaux, de langues et cultures régionales".

Cependant, une charte à vocation Supranationale, signée et ratifiée par certains membres du Conseil de l'Europe, va relancer le débat.

Après av

Code centr

Concours :

Pour l'empl

Épreuve n°

Matière : L

Date 11/9

Nombre d'in

En de
mettr
Les é
deux
surve

Pour p
lecture

II) La Charte des langues minoritaires :

Adoptée par le Conseil de l'Europe le 5 novembre 1992, signée par la France le 7 mai 1999 à Budapest, la Charte offre un cadre simple mais exigeant (A), cependant, le Conseil Constitutionnel saisi par le Président de la République avant ratification a constaté son inconstitutionnalité (B)

A) Un cadre simple mais exigeant :

La Charte érige le droit de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique comme imprescriptible.

La Charte propose aux Etats signataires de choisir le degré auquel ils souhaitent appliquer ses dispositions. Cette géométrie variable a pour but de permettre à chaque Etat signataire d'adapter la Charte aux réalités de chacun.

L'article 8 sur l'enseignement prévoit une graduation qui va de l'introduction de l'enseignement des langues régionales jusqu'à l'organisation d'une "partie substantielle de l'enseignement", le degré d'application est donc très ouvert.

Le Conseil Constitutionnel, dans sa décision du 15 juin 1999 a considéré que la Charte était contraire à la constitution.

B) La décision du Conseil Constitutionnel :

La décision du Conseil Constitutionnel repose sur plusieurs points principaux.

Concernant le "Droit imprescriptible de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique", le Conseil estime qu'il est contraire à l'article 2 de la constitution. Il estime par ailleurs que le préambule est contraire au principe d'indivisibilité de la République et d'unité du peuple français.

En conclusion, il constate que le reste des dispositions qui

ne sont pas contraires à la constitution sont déjà mises en pratique, et que par conséquent la Charte ne fait que les reconnaître.

Le Conseil Constitutionnel consacre donc le mouvement initié lors de l'Ancien Régime en maintenant et en rappelant le caractère unique de la langue française, notamment dans la sphère publique.

Les langues régionales et minoritaires n'ont donc toujours qu'une reconnaissance partielle et précaire.

L'existence de règles constitutionnelles rappelées notamment par le Conseil d'Etat et le Conseil Constitutionnel leur font barrage.

Cependant, dans le passé, les instances politiques ont modifié la constitution afin de pouvoir ratifier des traités Européens (Traité instituant l'UE, traité d'Amsterdam), ce qui nous rappelle que la protection des langues régionales et minoritaires dépendra d'une volonté politique. De nombreuses propositions de modification de la constitution ont suivi cette décision.